

Introduction

Jacques Forster



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/821>
ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2000
Pagination : XIII-XVII
ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 19 | 2000, mis en ligne le 15 août 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/821>

INTRODUCTION

V OILÀ VINGT ANS QUE L'*Annuaire Suisse-Tiers Monde* propose à ses lecteurs une revue des relations entre la Suisse et les pays en développement ainsi que des articles analytiques et des prises de position sur des thèmes touchant aux relations Nord-Sud. Au cours de cette période, les grands changements survenus dans les relations internationales ont aussi profondément marqué les relations Nord-Sud.

La fin de la guerre froide a mis un terme à la concurrence politique, économique et idéologique à laquelle se livraient les deux superpuissances et leurs alliés pour accroître ou maintenir leur influence dans les pays en développement. Cette nouvelle situation a supprimé une des raisons qu'avaient les Etats – à l'Est comme à l'Ouest – de fournir de l'aide à ces pays. Cependant, elle a également offert une chance à la coopération internationale au développement d'être plus proche de son objectif officiel : la promotion du développement et la lutte contre la pauvreté. L'histoire nous dira si elle aura su saisir cette chance.

L'autre grand changement est la progression sans précédent de la mondialisation de l'économie, servie à la fois par le nouveau contexte géopolitique et le prodigieux développement des technologies de communication et de gestion de l'information. L'intégration de certains pays en développement dans l'économie mondiale s'en est trouvée accélérée ; d'autres, les pays les moins avancés (PMA) en particulier, ont été de plus en plus marginalisés.

Cette évolution a évidemment eu de grandes conséquences pour les pays en développement et les relations Nord-Sud. Nous en retiendrons trois.

Entre pays en développement, la diversité l'emporte désormais sur l'unité. Dans les années de l'après-guerre et de la décolonisation, les pays en développement formaient un ensemble plus ou moins homogène. Leur unité reposait avant tout sur la défense d'intérêts communs face aux pays industriels. Cette unité s'est considérablement affaiblie. Les écarts entre pays en développement se sont accrus et, par conséquent, leurs intérêts sont devenus de plus en plus diversifiés. Face aux enjeux de la mondialisation, des coalitions à géométrie variable se font et se défont au gré des dossiers. Dans ce contexte, les pays en développement se retrouvent de moins en moins souvent en tant que groupe de négociations. Faut-il pour autant abandonner le concept même de « tiers monde » ? Nous ne le pensons pas. Beaucoup de pays en développement, notamment les PMA et les pays à faible revenu, présentent toujours des traits structurels qui les distinguent clairement des pays industriels. Ce concept reste donc valable, même si l'ensemble géographique auquel il se réfère n'est plus le même.

Le fossé entre riches et pauvres s'élargit. Dans la plupart des pays, les disparités s'accroissent entre régions et/ou entre groupes sociaux. C'est une caractéristique traditionnelle des pays en développement, qui s'est encore accentuée ces dernières années dans de nombreux pays. Ce phénomène s'est également fortement développé dans les sociétés postcommunistes, en particulier dans les pays de l'ancienne URSS. Il est aussi présent – à une bien moins grande échelle il est

vrai – dans les pays industriels. Les questions relatives à la répartition de la richesse et du pouvoir – à l'échelle nationale et internationale – sont au cœur du débat sur l'avenir du système économique mondial. Il ne saurait en effet y avoir de stabilité ni de sécurité dans un monde où persistent de fortes inégalités. Au cours des dernières années, la prise de conscience de l'importance de ce paramètre a sans doute progressé, mais elle ne s'est pas encore traduite par sa réelle intégration dans les politiques économiques et sociales tant nationales qu'internationales.

La maîtrise des problèmes globaux est au cœur des relations Nord-Sud. L'intégration de l'économie et de la société mondiales a mis en évidence l'importance croissante de problèmes globaux dans les domaines de l'environnement, des migrations, de la santé publique, de la sécurité, etc. Ces problèmes concernent par définition l'ensemble de la communauté mondiale, et ne peuvent être gérés que par une coopération internationale plus intense et plus efficace. Cette évolution a entraîné une diversification considérable des relations entre pays industriels et pays en développement. On observe que pratiquement tous les dossiers de la négociation internationale ont une dimension Nord-Sud spécifique. La prise de conscience que les pays en développement doivent être pleinement associés à la gestion de ces problèmes est cependant encore loin d'être suffisante.

Ces trois constats permettent de cerner l'enjeu majeur des relations Nord-Sud pour les prochaines années : intégrer dans le système des relations internationales des stratégies spécifiques pour les pays en développement, qui tiennent compte de leurs caractéristiques structurelles et qui contribuent à réduire les disparités économiques et sociales.

L'élaboration de ces stratégies se fera dans un contexte institutionnel bien différent de celui des décennies antérieures, en raison d'une part de la redistribution des rôles entre l'Etat et l'économie privée et, d'autre part, de l'apparition de nombreux et influents acteurs émanant de la société civile. Le défi majeur sera donc de prendre en compte les perspectives diverses – parfois contradictoires – de ces acteurs tout en proposant une approche cohérente des relations Nord-Sud.

L'ÉCHEC de la Conférence de Seattle en décembre 1999 est notamment révélateur des faiblesses du système économique mondial par rapport à la réduction des inégalités économiques et sociales et à la participation des pays en développement. Dans une conférence prononcée à Harvard à la veille de la Conférence ministérielle de l'OMC, Joseph Stiglitz, premier vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale demandait avec force¹ :

- que les intérêts des pays en développement soient pris au sérieux, et
- qu'il soit mis un terme à l'hypocrisie des pays industriels qui exigent une ouverture des frontières des pays en développement à leurs produits, sans que la réciprocité soit accordée.

1. J.E. Stiglitz, *Addressing Developing Countries Priorities and Needs in the Millenium Round*, Speech delivered at the Harvard University Center for Business and Government, 29.11.99.

Pour J. Stiglitz, les négociations devaient aussi porter sur des questions intéressantes spécifiquement les pays en développement, être équitables (*fair*) et transparentes.

Il apparaît *a posteriori* que ces principes n'ont pas été suffisamment mis en pratique puisque les pays en développement se sont sentis marginalisés aussi bien par un ordre du jour dicté pour l'essentiel par les préoccupations des pays industriels, que par des procédures peu transparentes à leur égard. Cette manière de faire ne peut susciter que la méfiance de nombreux participants. Remplacer la négociation par le fait accompli ne peut, au mieux, procurer que des gains éphémères. A terme, la gestion des problèmes de notre planète ne pourra se faire sans la collaboration des pays du Sud. Les principes énoncés par Joseph Stiglitz pour les négociations économiques sont aussi pertinents pour la gestion des autres problèmes globaux.

Depuis les années 80, nombre de gouvernements des pays en développement ont accompli des efforts considérables pour mettre la gestion de leur économie au diapason de la mondialisation. L'intérêt manifesté par les pays industriels pour l'introduction dans les débats de l'OMC de questions telles que les normes sociales ou la protection de l'environnement éveille chez ces gouvernements le soupçon que ces préoccupations masquent des intentions protectionnistes. Cette perception est alimentée par les différences passées et présentes entre le discours et la pratique des pays industriels, notamment en matière de politique commerciale. La crédibilité du Nord vis-à-vis du Sud est en jeu ; elle ne peut être garantie que par la mise en cohérence par le Nord de ses propres politiques commerciales avec celles qu'il préconise à ses partenaires commerciaux du Sud.

LA COHÉRENCE des politiques des pays industriels vis-à-vis des pays du Sud est donc un thème qui demeure toujours d'actualité, près de dix ans après que le Comité d'aide au développement de l'OCDE a proposé son inscription au programme politique de ses membres. La Suisse est de ceux qui ont donné suite à ces suggestions, ainsi que l'attestent les Lignes directrices Nord-Sud adoptées par le Conseil fédéral et les Chambres fédérales en 1994.

En 1995, l'*Annuaire Suisse-Tiers Monde* traitait le thème de la cohérence de la politique suisse vis à vis des pays en développement par le biais d'une étude de cas sur les relations entre la Suisse et l'Indonésie. Cinq ans plus tard, nous avons voulu revisiter le chantier de la mise en œuvre des Lignes directrices Nord-Sud en y consacrant le dossier de l'*Annuaire 2000* (partie « Analyses et positions »). Ce dossier comprend huit contributions apportant divers éclairages sur la cohérence des politiques :

- ❑ **Jacques Forster** présente le concept de « cohérence des politiques », sa genèse et les questions relatives à la mise en œuvre de cette nouvelle approche des relations Nord-Sud ;
- ❑ **Xavier Tschumi et Catherine Schümperli Younossian** présentent un bilan de la mise en œuvre des Lignes directrices Nord-Sud cinq ans après leur adoption, sur la base d'une enquête portant sur les services de l'administration fédérale les plus directement concernés par les relations Nord-Sud ;
- ❑ **Jean-Claude Huot** examine le domaine spécifique des droits de l'homme ;

- ❑ **Paolo Bernasconi** analyse l'évolution des mesures adoptées en Suisse au cours de la dernière décennie dans les multiples dimensions de la lutte contre la fuite des capitaux et la corruption ;
- ❑ **Christine Eberlein** s'attache à la politique de la Suisse face au surendettement des pays en développement, en prenant la crise de la dette en Tanzanie comme étude de cas ;
- ❑ **Jean-Luc Maurer** analyse la cohérence de la politique de coopération de la Suisse au niveau de deux pays de l'Asie du Sud-Est : l'Indonésie et le Vietnam, revisitant en quelque sorte un terrain qu'il avait une première fois exploré pour l'*Annuaire Suisse-Tiers Monde* en 1995 ;
- ❑ **Habib Ouane** analyse ce concept dans le domaine des relations commerciales Nord-Sud, selon la perspective des pays en développement ;
- ❑ enfin, **Thierry Pellet** fait un bilan de la mise en œuvre des Lignes directrices Nord-Sud dans la perspective d'une organisation non gouvernementale de politique de développement.

En outre, l'*Annuaire Suisse-Tiers Monde 2000* propose à ses lecteurs :

- ❑ une « Revue » des événements survenus jusqu'en décembre 1999 concernant les multiples dimensions des relations de la Suisse avec les pays en développement (la table des matières témoigne de leur diversité) ;
- ❑ des « Statistiques » portant sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement.

Cette année, dans la partie « Revue », un accent particulier a été mis sur deux dossiers :

- ❑ l'évolution de la politique suisse dans le domaine de la fuite des capitaux, du blanchiment d'argent et de la lutte contre la corruption. L'année 1999 a été riche en événements dans ce domaine et nous avons voulu non seulement les présenter de façon détaillée, mais aussi les situer dans le cadre des politiques mises en œuvre à l'échelle nationale et internationale depuis le début des années 90 ;
- ❑ cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention sur les changements climatiques en 1994, nous faisons le point sur l'évolution de la coopération internationale dans ce domaine ainsi que sur la participation de la Suisse à ces négociations multilatérales. Ce chapitre de la « Revue » évoque aussi les mesures prises par la Suisse bilatéralement, notamment la loi sur le CO₂ adoptée par les Chambres fédérales en automne 1999.

Il faut encore signaler aux lecteurs de l'*Annuaire* qu'une *Bibliographie des relations Suisse-Tiers Monde* est disponible sur le site Internet de l'IUED <http://www.iued.unige.ch/html/bibliostm.html>.

MES REMERCIEMENTS CHALEUREUX vont aux auteurs des articles et des textes publiés dans ce nouveau volume de l'*Annuaire*, à mes collègues du Comité de rédaction ainsi qu'à toute l'équipe qui rassemble, analyse, traduit et édite l'abondante matière que contient cet ouvrage. Nous ne pourrions assurer la publication de données complètes et fiables sans l'appui que nous recevons de nombreux spécialistes de l'administration fédérale, des ONG et des associations faitières. Je leur exprime ici toute ma gratitude pour leur compétence, leur patience et leur fidélité.

Jacques Forster
Professeur à l'IUED
Directeur de la rédaction